



## CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DE PERSONNELS DE LA VILLE DE GRASSE AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON

### Entre

La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 23 mars 2021 désignée ci-après par « la Ville »,

**D'une part,**

Et

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, place du Petit Puy, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat, ci-après dénommé « le Syndicat »,

**D'autre part,**

### PRÉAMBULE

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon fonctionne avec des services et des moyens mutualisés provenant des villes de Grasse et de Valbonne.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, compte tenu du transfert des compétences « Eau » et « Assainissement », des personnels techniques de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sont également mutualisés avec le SIEF.

Compte tenu de l'évolution des missions du Syndicat en 2021, il est proposé de valider, avec la ville de Grasse, une nouvelle convention de mise à disposition partielle de personnels afin de répondre aux besoins de fonctionnement du Syndicat.

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la délibération n°..... du Conseil municipal 23 mars 2021 portant mise à disposition partielle de personnels municipaux auprès du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon,

## II EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville met partiellement à disposition du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon plusieurs de ses personnels municipaux.

Les moyens matériels suivants seront également mis à disposition du syndicat : logiciel de gestion financière Civil Net Finances (CIRIL), ordinateurs, véhicules.

Les frais associés à la gestion du logiciel (paramétrages spécifiques, journées de formation, coût de maintenance, etc...) ainsi que les frais annexes de fonctionnement des personnels mis à disposition feront l'objet d'un remboursement par le Syndicat.

### ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention concerne les personnels de la Ville suivants :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du syndicat
Cédric DIAZ	A+	Directeur
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	Responsable juridique
Aline ZAHNO	B	Responsable commande publique
Georges SORGNOTTI	C	Dessinateur-projeteur
Carole YKEN	C	Géomètre-topographe
Colette JOSIEN	C	Agent comptable
Habiba RAHAL	C	Agent d'assurances
Laurent PASCAL	A	Négociateur foncier
Nathalie WOZNIAK	B	Assistante administrative - Direction
Martine VIDAL	A	Responsable ressources humaines
Savéa AMRANE	C	Gestionnaire paie
Céline ROSSI	B	Urbanisme et Communication

### ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
Cédric DIAZ	A+	20 %
Pierre-Olivier LEHEMBRE	A+	5 %
Aline ZAHNO	B	10 %
Georges SORGNOTTI	C	20 %
Carole YKEN	C	10 %
Colette JOSIEN	C	40 %
Habiba RAHAL	C	5 %
Laurent PASCAL	A	5 %
Nathalie WOZNIAK	B	10 %
Martine VIDAL	A	5 %
Savéa AMRANE	C	5 %
Céline ROSSI	B	10 %

Dans le cadre de leurs missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon.

La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

## **ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS**

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2<sup>ème</sup> alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008 versés par la Ville, seront remboursés par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon au réel selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition sera ramenés au taux horaire puis multiplié par le nombre d'heures effectuées au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon.

Les frais de formation et les frais de mission liés aux missions exercées pour le Syndicat seront remboursés au réel sur présentation des justificatifs correspondants.

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Les frais associés à la gestion du logiciel seront remboursés annuellement sur présentation des justificatifs correspondants : paramétrages spécifiques au Syndicat, journées de formation, coût de maintenance au prorata du nombre d'écritures gérées et tout autre frais engagé pour le compte du Syndicat.

Le remboursement des frais généraux s'effectue sur la base d'un état annuel correspondant à 5 % du montant des frais de personnel remboursés annuellement aux Villes par le SIEF.

L'ensemble des charges visées ci-dessus sont constatées après établissement du Compte Administratif de la Ville. Le remboursement effectué par le Syndicat fait l'objet d'un versement annuel à réception du titre de recette émis par la Ville.

## **ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2022. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 1 an sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées dans l'avenant n° 2.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au Syndicat pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

## **ARTICLE 6 - DROITS ET OBLIGATIONS**

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

## **ARTICLE 7 - FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- de la ville de Grasse,
- du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon,
- du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 54 de la Loi du 26 janvier 1984.

## **ARTICLE 8 – LITIGES**

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du Syndicat.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,  
Le Maire,

Pour le Syndicat Intercommunal  
des Eaux du Foulon,  
Le Président,

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse

**Jérôme VIAUD**